Opinion

D.R.

Franklin Dehousse

Ancien professeur au Collège d'Europe, ancien représentant de la Belgique dans les négociations européennes et ancien juge à la Cour de justice de l'Union européenne.

■ Politiques : arrêtez vos écrans de fumée ! Aucun plan ne permet de voir comment l'Europe va se procurer en commun : argent, matériel efficient et soldats formés. Vous allez causer de monumentales désillusions et ouvrir un boulevard aux partis extrémistes.

ceutique américain ne paie quasiment plus d'impôts aux États-Unis, parce qu'il fait transiter toute sa production par l'Irlande (ce qui accentue, en plus, la rage tarifaire de Trump contre tous les Européens). En même temps, malgré ses recettes artificiellement gonflées, les dépenses militaires de l'Irlande atteignent plus ou moins 0,2 % du PNB, et l'aide à l'Ukraine 0,1 % du PNB (à titre de comparaison, les chiffres pour la Pologne sont 4 et 1,2 %).

Qui va payer le réarmement ?

En deuxième lieu, il y a inégalité entre catégories sociales. Beaucoup de discours plaident en effet pour une réduction de la sécurité sociale afin de financer le réarmement. En revanche, personne ne parle de s'attaquer aux paradis fiscaux, alors que ceux-ci jouent un rôle central dans la montée des inégalités (et aussi dans le maintien d'une présence financière russe, et mafieuse, occulte en Europe).

Faire payer le réarmement d'abord par les plus faibles constitue la meilleure stratégie pour renforcer l'extrême droite dans les prochaines années. L'apaisement à tout prix de Poutine et de Trump deviendra alors synonyme d'un accroissement des dépenses sociales. Or, des restrictions de la consommation seront nécessaires. Les pays européens sont déjà endettés à quelque 100 % du PNB. La marge pour de nouveaux emprunts est donc très faible. Tout excès d'emprunt ne fera que stimuler l'inflation.

En synthèse, une bonne défense requiert de l'argent (et même beaucoup quand on a laissé l'outil rouiller pendant un tiers de siècle), du matériel efficient, et des soldats formés. Pour le moment, aucun plan ne permet d'apercevoir comment on va se les procurer, et encore moins en commun. Pour mettre un tel plan en œuvre, il faudrait en plus des institutions performantes et des gestionnaires compétents. On ne les aperçoit pas non plus. La classe politique européenne devrait maintenant s'activer pour définir une réelle stratégie et ouvrir un large débat avec le public. Sinon, la route de l'Europe de la défense sera vite jonchée de monumentales désillusions, qui ouvriront un boulevard aux partis extrémistes.

Beaucoup de discours plaident pour une réduction de la sécurité sociale afin de financer le réarmement. Mais personne ne parle de s'attaquer aux paradis fiscaux.

→ *Lire le texte intégral sur lalibre.be. Titre original : "Désintégration de l'Otan : le public a compris le drame total de l'Europe, les dirigeants pas encore".*

OPINION

Média public ou privé, qui remporte le match ?

■ Il est indispensable que l'un comme l'autre fassent l'objet d'attention, de critiques et de remises en question.

D.R.

Michel Visart
Ancien journaliste et citoyen engagé

Une première remarque : il est sain que ce débat ait lieu. Cela permet de remettre l'église au milieu du village ou le temple au centre de la cité. Il est indispensable que les médias fassent l'objet d'attention, de critiques et de remises en question, sans oublier les commentaires positifs. Le média *bashing* s'est démultiplié ; n'hésitez surtout pas à féliciter mes ex-consœurs et confrères quand leur travail le mérite.

Venons-en au cœur du sujet : média public versus média privé, qui remporte le match ? La question est légitime, à condition qu'elle soit posée de manière neutre sans arrière-pensée.

Démarrons par les médias privés en les résumant à l'extrême : le meilleur et le pire. Le meilleur, quand les propriétaires du média ont bien compris ce qu'est le métier d'informer, qu'ils acceptent l'indépendance de leurs journalistes et qu'ils respectent leur public. Ce qui, en passant, n'est en rien contradictoire avec une ligne de conduite propre à chaque rédaction. *Le Soir* n'est pas *La Libre*, n'est-ce pas ? Dans le meilleur des cas et dans un paysage médiatique varié, cela permet de couvrir un large spectre idéologique. Les médias privés peuvent aussi être les pires. Deux exemples suffisent largement pour le percevoir : Fox News et autres médias trumpistes aux États-Unis ; la galaxie Bolloré chez nos voisins avec notamment CNews, Europe 1 ou *Le Journal du Dimanche*. Des deux côtés, de véritables machines au service d'idéologies au minimum populistes voire antidémocratiques avec comme leitmotiv : la liberté est de pouvoir tout dire. Ben non, en fait !

Et les médias publics ? Le pire et le meilleur. Le pire quand ils sont entièrement mis au service du pouvoir sans qu'il y ait d'alternative. À ce niveau-là, il s'agit de régimes fascisants de gauche comme de droite. Le nettement moins favorable quand le média est au service du pouvoir sans en avoir l'air. Ce fut le cas en France à l'époque de l'ORTF et, ne tournons pas autour du pot, parfois chez nous aussi avec l'INR et la RTBF du passé. Le meilleur aussi pour un média public à condition que la sacro-sainte indépendance de la rédaction soit une réalité. La BBC en a souvent été l'exemple idéal.

Pression directe ou indirecte

Et la RTBF ? Financée avec nos sous, l'institution se doit de rendre des comptes, pas seulement financiers. Donc, les représentants politiques y ont leur place, mais pas dans les rédactions. Le conseil d'administration est composé de représentants des partis dont le nombre varie en fonction de leurs résultats électoraux. Ces mêmes partis se partagent les postes tels que la présidence du CA et celui d'administrateur général. Il y a aussi des négociations pour certains postes de direction de la rédaction. Le tout pour une question d'équilibre finalement assez légitime. Précision essentielle : aucun membre du conseil, pas plus que l'administrateur général, ne peut influer sur les choix rédactionnels.

N'y a-t-il pour autant aucune pression directe ou indirecte sur les journalistes ? Ne soyons pas bisounours, elles existent à la RTBF comme dans le privé. Ce n'est un secret pour personne que des journalistes, surtout politiques, reçoivent des appels directs, notamment de certains hauts responsables des partis. C'est là qu'intervient la déontologie de chaque journaliste. Elle est centrale à tout instant dans l'exercice de son métier, la bafouer n'est jamais un bon signal pour celle ou celui qui s'y risque. Sans compter qu'il y a des barrières de protection, comme les sociétés de journalistes internes aux médias.

Alors, média privé ou public ? Les deux ! Impérativement car leur coexistence dans un même paysage médiatique garantit une réelle liberté de la presse à condition que soit respecté de part et d'autre le *same level playing field*. Et quand on entend que certains rêveraient de supprimer l'information du service public, nous avons le droit de frémir. Que nous l'appréciions ou pas, la RTBF est indispensable. Ce qui ne doit empêcher personne de la critiquer. Même quand on y a travaillé, ce qui est mon cas.